



La gauche radicale en Europe, ou l'émergence d'une famille de partis

Fabien Escalona, Mathieu Vieira

► **To cite this version:**

Fabien Escalona, Mathieu Vieira. La gauche radicale en Europe, ou l'émergence d'une famille de partis. 2013. halshs-01018857

HAL Id: halshs-01018857

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01018857>

Submitted on 6 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La gauche radicale en Europe, ou l'émergence d'une famille de partis

Fabien Escalona*
Mathieu Vieira**

* ATER à Sciences Po
Grenoble

* ATER à Sciences Po Lille,
doctorant à Sciences Po
Grenoble et à l'Université
Libre de Bruxelles

Parmi les familles de la gauche européenne contemporaine, dont nous brossons un vaste tableau d'ensemble, celle dont l'existence reste la plus controversée est la gauche radicale. Encore peu européanisée, regroupant des traditions et des cultures politiques diverses, elle n'a certes pas la cohérence (relative) que pouvait avoir le communisme occidental avant son effondrement. Dans cette Note, à lire en parallèle d'un entretien réalisé avec Philippe Marlière, nous défendons l'idée qu'une famille de gauche radicale est pourtant en train d'émerger. Nous tentons de le montrer en nous appuyant sur une théorie trop délaissée de la science politique : celle des « clivages », qui associent les familles politiques aux conflits structurels des sociétés modernes auxquels elles doivent leur naissance. Nous proposons aussi de distinguer les composantes internes de cette nouvelle famille.

DE L'EFFONDREMENT DU COMMUNISME OCCIDENTAL À LA NAISSANCE D'UNE NOUVELLE FAMILLE POLITIQUE

Il existe aujourd'hui une littérature abondante sur le déclin du communisme occidental suite à l'effondrement du système soviétique. Les politistes et les historiens s'accordent pour reconnaître que la période post-1989 est synonyme de grave crise pour la famille communiste européenne. En fait, une fois la parenthèse de la « tentative eurocommuniste »



La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

refermée, la situation électorale et politique des partis communistes (PC) occidentaux se détériore dès la fin des années 1970.

Les partis communistes entre crise et adaptation

La première série de facteurs structurels expliquant le déclin des PC occidentaux concerne les mutations sociales et culturelles liées à l'avènement d'une société post-industrielle à partir de la fin des années 1970. Semblable à la « grande transformation » de la fin du XIX^e siècle, cette rupture paradigmatique ébranle la structure sociale des sociétés occidentales. La tertiarisation de l'économie consacre le retrait progressif de la clef de voûte autour de laquelle s'est construit le capitalisme du XX^e siècle, à savoir l'industrie. Les PC occidentaux éprouvent alors des difficultés à saisir la fragmentation de la classe ouvrière et à capter l'électorat issu des nouveaux secteurs économiques. La seconde rupture est de nature culturelle. La « révolution silencieuse »¹ remet en question le « holisme industriel » et la prééminence des enjeux économiques autour desquels le discours communiste était articulé, au profit de l'individualisation et des valeurs dites « post-matérialistes ».

La crise du communisme occidental peut d'autre part être attribuée à des facteurs idéologiques et organisationnels propres à la famille communiste. Le centralisme démocratique constitue un obstacle de taille au changement des PC occidentaux, qui n'a d'égal que leur rigidité doctrinale. Pour ces partis, « l'idéologie [...] est inhérente à l'identité communiste ou, pour reprendre l'expression de Claude Lefort, elle est à proprement parler "le mode d'institution prépondérant de l'être communiste" »². Waller et Fennema ont notamment pointé le caractère mono-classiste de la doctrine communiste comme un frein à l'adaptation des PC aux nouvelles tendances sociologiques³.

Deux scénarios sont privilégiés par les PC d'Europe occidentale après l'effondrement de l'URSS : d'un côté une stratégie conservatrice de préservation de l'identité communiste, de l'autre une stratégie réformatrice et de démarcation vis-à-vis de cette dernière. Deux variables majeures expliquent la diversité des réponses apportées par les PC et leur degré plus ou moins élevé d'adaptation programmatique et organisationnelle. L'une concerne les

1. R. Inglehart, *The Silent Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

2. J. Baudouin, « L'idéologie communiste entre régulation et érosion », in P. Bréchon (dir.), *Le discours politique en France. Evolution des idées partisans*, Paris, La Documentation française, 1994, p. 97.

3. M. Waller et M. Fennema (eds), *Communist parties in Western Europe. Decline or Adaptation?*, Oxford, Basil Blackwell, 1988.



La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

résistances internes qui ont pu s'ériger contre les projets de rénovation des leaders, tandis que l'autre réside dans la plasticité des systèmes partisans nationaux. En effet, les repositionnements politiques sont largement conditionnés par l'occupation de l'espace politique par d'autres familles de partis, en l'occurrence les partis sociaux-démocrates et écologistes. La mue du Parti communiste italien en véritable parti social-démocrate (DS puis PD) s'explique ainsi par la faiblesse structurelle de la social-démocratie en Italie. De même, la position de domination à gauche des partis sociaux-démocrates en Scandinavie a limité la marge de manœuvre des PC. Ces derniers ont dès lors privilégié un profil environnementaliste en s'alliant avec les ex-formations écologistes.

Au début des années 1990, les politistes tentent de distinguer des modèles d'adaptation du communisme occidental. Cependant, les catégories élaborées à l'époque ne reflètent pas la diversité des stratégies déployées et font cohabiter sous la même bannière des partis différents. En 2003, Botella et Ramiro proposent un instrument d'analyse plus abouti, basé sur l'axe central « maintien/abandon de l'identité communiste ». Au second versant correspondent trois sous-ensembles décrivant les trois types possibles de conversion des ex-partis communistes : « vert », « social-démocrate » et « parti de gauche non-communiste »⁴.

Au-delà des PC : l'émergence d'une nouvelle famille politique ?

Il n'en reste pas moins que ces typologies s'avèrent peu opératoires pour décrire la réalité de la famille de la gauche radicale actuelle. En effet, elles sont peu adaptées à la prise en compte de formations de gauche radicale qui ne viennent pas du communisme. March et Mudde préfèrent dresser une cartographie de la gauche radicale contemporaine au moyen de quatre catégories : les « partis communistes », les « partis verts acquis à la "nouvelle politique" », les « partis socialistes démocratiques » et les « partis sociaux-populistes »⁵. Plus récemment, March a opté pour une typologie un peu différente, comprenant les « communistes conservateurs », les « communistes rénovés », les « socialistes démocrates », les « socialistes populistes » et les « populistes sociaux »⁶.

4. J. Botella et L. Ramiro (eds), *The Crisis of Communism and Party Change. The Evolution of West European Communist and Post-Communist Parties*, Barcelona, ICPS, 2003.

5. Cette dernière catégorie décrit selon les auteurs l'émergence d'une nouvelle gauche radicale en Europe centrale et orientale. Cf. L. March et C. Mudde, « What's Left of the Radical Left? The European Radical Left After 1989: Decline and Mutation », *Comparative European Politics*, 3, 2005, 23-49.

6. L. March, *Radical Left Parties in Europe*, Londres, Routledge, 2011. Pour une présentation critique de cet ouvrage, cf. F. Escalona, « L'émergence d'une famille partisane », *Revue française de science politique*, 63(1), 2013, 121-22.



La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

Le constat qui rassemble toutes ces typologies, et que nous partageons, reste celui de l'éclatement progressif de la famille communiste après la chute de l'URSS. L'objectif de cette note est de démontrer que sur ces décombres, une nouvelle famille de gauche radicale émerge depuis la fin des années 1990⁷. En privilégiant une approche rokkanienne⁸, nous soutenons que la famille de gauche radicale est issue d'une nouvelle *critical juncture* (phase critique) ouverte par ce que nous appelons la « Révolution globale ». Nous expliquons que cette révolution historique a transformé l'ancienne division socialistes/communistes, qui affectait le second versant du clivage de classe entre possédants et travailleurs. Après avoir identifié la nature et les contours de la famille de gauche radicale comme un « tout », nous analysons ses dynamiques et ses frontières internes. Nous proposons notre propre typologie de cette famille, dont nous distinguons quatre composantes : la gauche de la social-démocratie, l'alliance rouge-verte, le communisme orthodoxe et l'extrême gauche révolutionnaire. A la fin de cette note, une annexe liste les différentes formations de gauche radicale, leurs performances électorales, leurs participations au gouvernement et leurs affiliations européennes.

LA NATURE DE LA FAMILLE DE GAUCHE RADICALE

Il existe plusieurs critères possibles pour identifier une famille politique : les labels revendiqués par les partis, l'existence de fédérations transnationales de partis, un profil idéologique partagé, ou une « origine génétique » commune (basée sur le conflit social fondamental qui a donné naissance à la famille de partis)⁹. Le premier de ces critères est sans nul doute le plus incertain. Le second est une des traductions possibles de l'existence d'une famille et un indice de sa structuration internationale, plutôt qu'un élément suffisant pour en décrire les véritables contours. Au stade actuel du développement de la famille de gauche anticapitaliste, le critère de l'idéologie sert moins à savoir ce que *sont devenus* les partis de la famille qu'à décrire une des facettes seulement de la famille émergente. Parler

7. Sur l'hypothèse d'une nouvelle famille dans la littérature scientifique francophone, cf. J.M. De Waele et M. Vieira, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale », in J.M. De Waele et D.L. Seiler (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Paris, Economica, 2012, 50-85.

8. S.M. Lipset et S. Rokkan, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2008.

9. P. Mair et C. Mudde, « The Party Family and Its Study », *Annual Review of Political Science*, 1(1), 1998, 211-29.



La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

d'une famille de gauche radicale exige donc d'identifier le conflit qui la fonde, puis de mettre en évidence la façon dont elle le médiatise dans la compétition partisane.

La famille de gauche radicale et la nouvelle structure de clivages

Rokkan considérait les partis comme des agents de mobilisation politique, c'est-à-dire des organisations capables d'exprimer et de canaliser les conflits structureaux parcourant les sociétés européennes depuis la formation des Etats-nations. Ces conflits ne sont pas issus d'affrontements conjoncturels. Ils expriment des contradictions profondes et durables, qui elles-mêmes ont été générées par des « révolutions historiques »¹⁰.

Ce rappel est important pour la délimitation des frontières géographiques de la famille de gauche radicale. En effet, la création de l'URSS et l'asservissement ultérieur des « démocraties populaires » ont assurément constitué une révolution historique spécifique à l'Europe orientale, suivie par une autre, celle de l'effondrement du bloc communiste et des transitions démocratiques alors engagées. Les forces politiques émergentes (incluant la gauche) ont alors œuvré à la construction d'économies capitalistes qui sont restées des périphéries du « centre » formé par l'Allemagne, les pays nordiques, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie du nord. Par conséquent, les structures de clivages à l'Ouest et à l'Est de l'Europe ne sont pas identiques. Il faut ajouter que la référence au communisme a été diabolisée et n'est plus assumée que par quelques rares PC conservateurs. Les autres PC ont expérimenté une mutation social-démocrate et exercent aujourd'hui une hégémonie très peu contestée sur la gauche de l'échiquier politique. De fait, les formations anticapitalistes non communistes sont restées marginales. Autant de raisons qui nous incitent à réserver la notion de « famille » à l'espace de l'Europe du Nord et de l'Ouest.

Dans ce cadre, la place de la gauche radicale dans la structure contemporaine des clivages résulte du renouvellement de la division politique « socialistes/communistes ». Celle-ci, qui fut construite sur le second versant du clivage « possédants/travailleurs », datait de la Révolution d'Octobre et opposait les deux branches du mouvement ouvrier séparées par leur rapport à la III^e Internationale. Depuis, l'éclatement de la famille communiste s'est produit dans le contexte des grandes mutations ayant affecté les pays du capitalisme avancé, et

10. D.L. Seiler, *Partis et familles politiques*, Paris, PUF, 1980.



La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

qui aboutissent à une véritable révolution historique, que l'on peut qualifier de « globale » : sécularisation et progrès du libéralisme culturel, diversification des positions de classes à l'intérieur du salariat, avènement d'un ordre productif postfordiste, avancées spectaculaires de la mondialisation productive et financière, prise de conscience des menaces pesant sur l'écosystème, etc. L'ensemble de ces mutations a généré des oppositions entre, d'une part, les groupes sociaux et les territoires voyant ces processus comme une « opportunité » et, d'autre part, les groupes et territoires les voyant comme une menace matérielle ou même identitaire. Ces oppositions se traduisent par un conflit d'intérêts et de valeurs autour de la mobilité, ainsi que par un conflit entre territoires intégrés ou exclus du processus de globalisation, tout en s'entrecroisant avec les lignes de clivages plus anciennes.

Dans ce nouveau contexte, la gauche radicale a remplacé la famille communiste dans son opposition aux sociaux-démocrates, dont elle dénonce toujours la soumission à l'État capitaliste. La différence est bien sûr qu'elle n'est plus dans la dépendance d'un parti hégémonique et d'un pays prétendant avoir réalisé la révolution prolétarienne. Autre changement majeur, les oppositions engendrées par la « Révolution globale » impliquent que la famille de gauche radicale entend médiatiser d'autres intérêts que ceux des salariés les plus populaires (ou, du moins, d'autres intérêts que des intérêts traditionnels « de classe »). Elle tente ainsi de mobiliser et représenter les classes populaires et les couches moyennes intellectuelles souhaitant modifier la *nature* de la mondialisation actuelle (et non pas l'identité de ses *gestionnaires*), pour en abolir tous les rapports de domination. Les citoyens concernés se situent aussi bien parmi ceux qui sont considérés comme des « perdants » de la globalisation (sur un plan matériel) que parmi ceux qui sont parfois désignés comme « gagnants », en raison de leur niveau d'instruction corrélé à des attitudes dites « ouvertes », ou de leur origine étrangère.

De leur côté, les sociaux-démocrates ont été rejoints par une autre famille ayant émergé dans la décennie 1980 : les écologistes. La plupart d'entre eux est désormais ancrée sur la gauche des espaces politiques nationaux comme européen. Ils proposent des améliorations incrémentales du capitalisme contemporain bien plus compatibles avec les programmes sociaux-démocrates qu'avec ceux de la gauche radicale. Ils ont aussi accepté les traités successifs définissant le cadre communautaire, contrairement là encore à la gauche radicale.



La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

La gauche radicale comme traduction d'une division politique : les trois composantes

Selon nous, une famille de gauche radicale existe donc, mais qui émerge uniquement en Europe de l'Ouest, et sur la base de lignes d'opposition différentes de celles du communisme. Encore faut-il, si l'on définit une famille politique comme l'expression d'un clivage ou d'une division politique, mettre en évidence la combinaison propre de l'orientation normative, de la base sociale et de la forme organisationnelle qui la caractérise¹¹.

Ce qui est frappant, c'est à quel point le contenu de ces trois composantes de l'identité familiale de la gauche radicale fait écho aux réflexions menées par les « euro-communistes de gauche » à partir des années 1970. L'eurocommunisme en tant que tel n'a jamais abouti à une stratégie commune fondée sur un corpus idéologique clair. En revanche, l'« eurocommunisme de gauche » défendu par des intellectuels tels que Poulantzas était plus ambitieux. Il correspondait à un projet de dépassement du capitalisme et des autres types de domination, appuyé sur une stratégie « ni social-démocrate, ni léniniste », qui aurait mêlé le maintien de la démocratie représentative avec la transformation de l'appareil d'Etat et la création simultanée d'espaces de démocratie directe dans toute la société. On y retrouvait aussi la volonté de ne pas réduire le combat pour le socialisme démocratique à celui de la classe ouvrière. D'autres classes ou « fractions de classe », notamment les « nouvelles classes moyennes salariées », devaient être incorporées dans un nouveau bloc hégémonique.

La composante idéologique

La diversité des programmes et des principes adoptés au sein de la famille de gauche radicale n'empêche pas d'identifier un horizon normatif commun : la recherche d'une alliance de tous les subalternes du capitalisme global dominé par la finance, et la promotion d'une modernité alternative, dans un sens démocratique, égalitaire et écologiste.

La dénonciation des effets immédiats du néolibéralisme aboutit souvent à un diagnostic plus large pointant l'incapacité du capitalisme historique à répondre aux promesses de démocratie stable, de satisfaction des besoins humains fondamentaux et de préservation de

11. S. Bartolini, « La formation des clivages », *Revue internationale de politique comparée*, 12(1), 2005, 9-34.



La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

l'écosystème. Dans les textes fondamentaux du Front de gauche et de *Die Linke* (Allemagne), par exemple, l'analyse postkeynésienne voire néo-marxiste du modèle productif actuel met l'accent sur son épuisement. D'où l'engagement au dépassement du système plutôt qu'à sa seule régulation. Même si des mesures de redistribution de richesse sont mises en avant, la thématique de la redistribution du pouvoir est aussi développée. Elle se traduit par la revendication de la restauration de la souveraineté dans la définition des politiques budgétaire et monétaire, l'extension du secteur public et la promotion de la démocratie économique dans tous les types d'entreprises. On peut ainsi avancer que l'anticapitalisme constitue la matrice socio-économique commune aux partis de la gauche radicale, tout en rompant avec les conceptions ouvriéristes, collectivistes et téléologiques caractéristiques de la famille communiste. Cette orientation est contradictoire avec les règles actuelles régissant l'Union européenne, ce qui explique pourquoi tous les partis de gauche radicale contestent son architecture institutionnelle et ses politiques, même s'ils s'en accommodent de plus en plus en tant que cadre de réalisation d'un idéal de coopération entre les peuples¹².

Les valeurs « post-matérialistes » ont aussi pris un essor considérable au sein des engagements de la gauche radicale, qu'il s'agisse du combat contre toutes les dominations irréductibles au clivage de classe, ou de la lutte contre le productivisme et pour les énergies non carbonées. L'emblème de *Syriza* (Grèce) réunit ainsi le drapeau rouge de la lutte de classe, le drapeau vert des mouvements écologistes et le drapeau violet du mouvement anti-patriarcat¹³. De nombreuses revendications typiques de la « nouvelle gauche » née dans le sillage des révoltes estudiantines de la fin des années 1960 (féminisme, droits des minorités sexuelles, droits des migrants, qualité de vie) se retrouvent aussi dans les textes de *Die Linke* et du Front de gauche, et plus encore dans ceux des partis de gauche radicale scandinaves. L'incorporation de tels enjeux est un trait caractéristique des processus de reconversion des partis communistes.

Cette description idéal-typique ne doit pas faire oublier les nombreuses tensions et limites de cette orientation normative. La principale d'entre elles est la difficulté des partis de

12. M. Holmes et K. Roder (eds), *The Left and the European Constitution*, Manchester et New York, Manchester University Press, 2012.

13. M. Spourdalakis, « Left strategy in the Greek cauldron: Explaining Syriza's success », *Socialist Register*, 49, 2013, p. 107.



La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

gauche radicale à donner un contenu réellement positif à leur anticapitalisme, qui reste insuffisant pour définir un projet contre-hégémonique au néolibéralisme. L'explication réside en partie dans une nostalgie latente envers le paradigme keynésien, dont l'efficacité et la force émancipatrice ont pourtant décliné depuis quarante ans. Enfin, le rapport à l'Union européenne (UE) reste un problème stratégique majeur, qui oppose non seulement les partis de la gauche radicale entre eux, mais aussi différentes factions à l'intérieur des partis. Alors que certains souhaitent subvertir l'UE de l'intérieur, d'autres envisagent un affrontement brutal, incluant la possibilité d'une sortie de l'euro.

La composante sociale

La plupart des partis de gauche radicale ne fait pas (ou plus) du prolétariat industriel l'agent révolutionnaire par excellence, et a conscience que leur électorat provient de couches sociales plus variées. En revanche, une idée reçue consiste à expliquer qu'ils recrutent leurs soutiens parmi les « perdants » des processus économiques en cours, considérés comme une sorte de magma volatile dont ils se disputeraient les faveurs avec l'extrême droite. Cette représentation aboutit parfois à un trait d'équivalence tiré entre « populismes » de droite et de gauche. Selon nous, ce point de vue est erroné. Il néglige allègrement les différences idéologiques qui existent d'un bord à l'autre de l'échiquier politique, mais aussi ce que nous apprend la sociologie électorale. Encore aujourd'hui, la base sociale de la famille de gauche radicale inclut plutôt un électorat déjà politisé à gauche et qui hésite rarement avec la droite ou l'extrême droite. Elle est composée de couches populaires souvent « encadrées » par des syndicats ou des associations, et de professions intermédiaires et intellectuelles disposant d'un niveau élevé d'instruction mais de peu de patrimoine.

Il existe bien sûr des configurations dissemblables d'un pays à l'autre. Néanmoins, plusieurs cas illustrent notre argument. En 2012 en France, les flux d'électeurs ayant hésité à voter pour Jean-Luc Mélenchon ont principalement circulé au sein de l'« univers décloisonné »¹⁴ de la gauche de l'espace politique. Lors du scrutin, l'électorat de Jean-Luc Mélenchon était majoritairement issu de milieux populaires, mais plus d'un tiers appartenait à des professions intermédiaires ou à la catégorie des cadres, travaillant en majorité dans le secteur public¹⁵. En Allemagne, où les transferts de voix du SPD vers *Die Linke* ont été

14. H. Rey et F. Chanvriol, « Les flux à l'intérieur de la gauche : un univers décloisonné », in P. Perrineau (dir.), *La décision électorale*, Paris, Armand Colin, 2013, 91-108.

15. Enquête CSA pour *L'Humanité*, 22 avril 2012.



La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

massifs en 2005 et 2009, le parti a particulièrement convaincu les ouvriers et les chômeurs mais a aussi obtenu des scores équivalents pour tous les niveaux d'études¹⁶. Aux dernières élections législatives tenues aux Pays-Bas, la forme de la courbe des intentions de vote pour le SP fut symétriquement inverse à celle des travaillistes (PvdA). L'importance des flux d'électeurs d'une force à l'autre est confirmée par plusieurs enquêtes post-électorales.

En Grèce, lorsque *Syriza* accomplit une percée spectaculaire aux élections législatives de mai 2012, ses nouveaux électeurs se recrutaient en priorité parmi les primo-votants, les abstentionnistes, des électeurs du Pasok et des électeurs communistes, mais en bien moindre mesure à droite¹⁷. Les couches sociales auprès de qui *Syriza* a réalisé ses meilleurs scores étaient très populaires, tout en incluant des étudiants et des salariés diplômés déclassés et/ou précarisés. En Espagne, on retrouve aussi ce phénomène de transferts entre l'électorat socialiste et l'électorat de la gauche radicale, qui parvient aussi parfois à mobiliser des électeurs qui ne votaient pas ou plus. Mais dans aucun cas, on ne peut dire qu'une lutte frontale a lieu entre gauche radicale et droite radicale.

La composante organisationnelle

Les partis de gauche radicale ne se distinguent pas encore par une forme d'organisation réellement spécifique et cohérente avec les deux précédentes composantes. Il n'y a pas de « modèle » de parti de gauche radicale, ce qui n'est guère surprenant quand on prend en compte la diversité des situations, qui vont de la reconversion d'un parti à une création *ex nihilo*, en passant par la fusion de formations politiques ou leur alliance dans une coalition électorale durable.

Ce qui reste en commun, c'est (1) la taille modeste de tous les partis existants, (2) la renonciation au modèle du parti d'avant-garde et (3) la volonté de créer des liens avec les mouvements sociaux tout en respectant leur autonomie. La « dé-léninisation » du SP néerlandais a ainsi été accompagnée de changements organisationnels d'ampleur, depuis l'abandon des « organisations de masse » à l'élargissement des droits de décision à tous les membres¹⁸. Un des traits majeurs de la mutation du PC français a aussi été l'abandon du

16. T. Landwehrten, « Die Linke », in J.M. De Waele et D.L. Seiler (dir.), *op.cit.*, 2012, 125-56.

17. Y. Mavis, « Greece's austerity election », *New Left Review*, 76, 2012, 95-107.

18. G. Voerman, « Du maoïsme à la social-démocratie. Le potentiel d'adaptation du Parti socialiste néerlandais », in J.M. De Waele et D.L. Seiler (dir.), *op.cit.*, 2012, 108-24.



La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

centralisme démocratique, accompagné de la diversification des formes d'engagement militant et de l'adoption d'une attitude ouverte envers le jeune mouvement alter-mondialiste¹⁹. Le cas de *Syriza* est typique de ces tentatives d'encourager et de bâtir des liens avec les secteurs mobilisés de la société. En France, le Front de gauche est envieux de cette capacité à connecter entre eux les différents mouvements sociaux, sans pour autant prétendre les diriger : la création d'un « front des luttes » atteste de cette préoccupation stratégique. En Allemagne, l'existence même de *Die Linke* est en partie due à la rébellion de syndicalistes auparavant proches des sociaux-démocrates. Depuis, une partie du mouvement ouvrier s'est tournée vers la gauche radicale allemande, qui entretient plus de liens avec les mouvements environnementalistes et anti-globalisation que le SPD.

Pour l'avenir, un des enjeux organisationnels majeurs consistera à gérer la coexistence de traditions plurielles de la gauche radicale au sein de partis fusionnés ou de coalitions. Actuellement, *Die Linke* souffre des tensions entre les sociaux-démocrates dissidents de l'Ouest et les factions les plus réformistes de l'ex-PDS enraciné à l'Est, qui n'ont pas enduré les mêmes expériences historiques et ne craignent pas les mêmes dérives (un pragmatisme naïf d'un côté, un enfermement sectaire de l'autre)²⁰. Les désaccords autour du rapport à la social-démocratie révèlent les tensions autour de la stratégie discursive et électorale du parti, comme c'est aussi le cas pour la coalition de gauche radicale existant en France. En Espagne, *Izquierda Unida* a aussi beaucoup pâti de la mauvaise image projetée par ses dissensions internes. Enfin, la transformation de la coalition *Syriza* en parti unitaire a aiguisé le conflit opposant la direction actuelle à la Plate-forme de gauche, qui redoute la « social-démocratisation » des élites partisans au cas où elles parviendraient au pouvoir. L'amalgamation progressive des différentes composantes de la gauche radicale est ainsi à double-tranchant : d'un côté, elle fait la force des partis ou coalitions qui capitalisent sur des savoir-faire, des expériences et des implantations sociales diverses ; d'un autre, elle place ces coalitions et partis sous les menaces de l'éclatement ou de luttes factionnelles incessantes.

19. D. Andolfatto et F. Greffet, « Le Parti communiste français : une reconversion sous contraintes », in J.M. De Waele et D.L. Seiler (dir.), *op. cit.*, 2012, 157-76.

20. C. Spehr, « Die Linke today: fears and desires », *Socialist Register*, 49, 2013, 159-73.



La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

UNE TYPOLOGIE DE LA FAMILLE DE GAUCHE RADICALE

Notre typologie de la famille de gauche radicale se décline en quatre branches : les communistes orthodoxes, la gauche de la social-démocratie, les partis rouges-verts et l'extrême gauche révolutionnaire. Notre classification repose sur deux axes principaux, à savoir *l'identité communiste* et *l'espace politique*. Le premier, inspiré par la typologie de Botella et Ramiro, renvoie au pôle « démarcation *vs* identification » à l'identité communiste. Le second schématise les positionnements des partis de gauche radicale sur leur échiquier politique national, en fonction de l'espace occupé par les familles social-démocrate et écologiste.

Les *communistes orthodoxes* appartiennent à la branche la plus en marge de la nouvelle famille, dans la mesure où elle est en réalité une survivance de l'ancienne famille communiste. Un rapport extrêmement conservateur à l'identité communiste est typique de ces partis, ainsi que leur refus de s'allier électoralement à d'autres formations de gauche radicale. Implantés dans le sud de l'Europe, et en particulier en Grèce et au Portugal, ils sont les héritiers de partis communistes puissants.

La branche que nous nommons « *gauche de la social-démocratie* » rassemble d'une part les partis communistes ou d'extrême gauche ayant entrepris un processus de reconversion idéologique, stratégique et organisationnelle, d'autre part les dissidents sociaux-démocrates en rupture avec une orientation de centre-gauche contre laquelle ils s'épuisaient au sein de leur parti d'origine. Cette branche s'apparente en quelque sorte à un « anticapitalisme parlementaire », qui ne croit pas à la seule force du mouvement social pour renverser l'ordre existant. Le respect de la démocratie représentative l'amène à ne pas écarter par principe des alliances avec la social-démocratie, notamment au niveau local. Si les dimensions libertaire et écologiste ne sont pas absentes dans certaines de ces formations, la question sociale et la contestation du capitalisme restent au cœur de leur identité idéologique et de leurs priorités stratégiques.

La branche des *partis rouges-verts* inclut les formations ayant adopté une stratégie de reformulation de l'identité communiste à travers l'adoption d'un profil environnementaliste. Nées dans une configuration de domination ou même d'hégémonie social-démocrate à la gauche de l'espace politique, ces alliances se positionnent sur le créneau de la *New Politics*



La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

et de la gauche libertaire. Ces formations sont surtout présentes au nord de l'Europe, où elles semblent s'imposer comme des concurrents sérieux à la famille social-démocrate. Si cela se confirme, ce nouveau profil idéologique pourrait s'imposer comme une possible « formule gagnante » pour une gauche anticapitaliste qui peina à se faire une place dans cette région par le passé. La composante « rouge-verte » peut aussi être identifiée dans des pays au Sud de l'Europe, où la présence de partis communistes orthodoxes oblige à adopter une identité moins « classiste » et des attitudes moins autoritaires.

La branche dite d'*extrême gauche révolutionnaire* est elle aussi à la marge de la nouvelle famille, en raison non seulement de la faiblesse de ses troupes, mais aussi et surtout de son refus d'alliances électorales et du maintien d'une attitude « anti-système ». D'inspiration léniniste, trotskyste ou maoïste, ces formations soupçonnent les autres partis de la gauche radicale de succomber au réformisme une fois au pouvoir. Ils ne doivent pas être confondus avec les partis communistes orthodoxes. En effet, ils rejettent le conservatisme et l'autoritarisme de ces derniers, ainsi que leur conception instrumentale du mouvement social. Condamnant cependant les thèses eurocommunistes, ils considèrent que le pouvoir doit être conquis par les masses et qu'une démocratie des conseils populaires doit être instaurée en lieu et place de l'Etat capitaliste. Le *Socialist Workers Party* au Royaume-Uni et le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) en France sont les représentants les plus éminents de cette branche, de même qu'*Antarsya* en Grèce.

La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

Tableau 1. Etat des partis de la gauche radicale en Europe de l'Ouest, représentés à la Chambre basse*

Pays	Partis	Dernier résultat	Rang dans le système de partis	Participation au gouvernement	Composante
Allemagne	Die Linke La Gauche	8,6 (-3,3)	3	-	Gauche de la social-démocratie
Chypre	AKEL Parti progressiste	32,7 (+1,6)	2	-	Communisme orthodoxe
Danemark	SF Parti socialiste populaire danois	9,2 (-3,8)	5	+	Rouges-verts
	EL Liste unie les rouges-verts	6,7 (+4,5)	6	-	Rouges-verts
Espagne	IU Gauche unie	6,9 (+3,1)	3	-	Gauche de la social-démocratie & Rouges-verts
Finlande	VAS Alliance de gauche	8,1 (-0,3)	5	+	Rouges-verts
France	FdG Front de gauche	6,9 (+2,4)	4	-	Gauche de la social-démocratie & Rouges-verts
Grèce	SYRIZA Coalition de la Gauche radicale	26,9 (+10,1)	2	-	Rouges-verts
	DIMAR Gauche démocrate	6,3 (+0,2)	6	-	Gauche de la social-démocratie
	KKE Parti communiste grec	4,5 (-4,0)	7	-	Communisme orthodoxe
Irlande	SP/ULA Parti socialiste/ Alliance de la gauche unie	2,7	5	-	Extrême gauche révolutionnaire
Islande	VG Mouvement des Verts et de gauche	10,9 (-10,8)	4	-	Rouges-verts
Luxembourg	Déi Lénk La Gauche	3,3 (+1,4)	6	-	Rouges-verts
Norvège	SV Parti socialiste de gauche	4,1 (-2,1)	7	-	Rouges-verts
Pays-Bas	SP Parti socialiste	9,7 (-0,1)	4	-	Gauche de la social-démocratie
Portugal	PCP Parti communiste portugais	8,2 (+0,1)	4	-	Communisme orthodoxe
	BE Bloc de gauche	5,4 (-4,7)	5	-	Rouges-verts
Suède	V Parti de gauche	5,6 (-0,3)	8	-	Rouges-verts

* Le critère de sélection des partis présentés ici est celui de l'obtention d'au moins un siège à la Chambre basse. La gauche radicale italienne (PRC et PdCI) n'est donc pas intégrée à ce tableau synthétique, au même titre que le Nouveau Parti anticapitaliste en France. Sources: <http://www.politicaldatayearbook.com/> et auteurs.



La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

Ces branches ou composantes de la famille de gauche radicale reflètent des traditions et des choix stratégiques différents, qui dépendent des histoires nationales et des dynamiques des systèmes partisans. Ce sont des catégories utiles à l'analyse mais qui ne peuvent évidemment intégrer la complexité de toutes les configurations nationales de la gauche radicale. Pour cette raison, mais aussi parce que *nous faisons l'hypothèse d'une acculturation progressive des différentes traditions non orthodoxes de la famille anticapitaliste*, elles ne doivent pas être vues comme des ensembles figés. Les partis, ou plus souvent certains de leurs factions ou membres, peuvent circuler d'une catégorie à l'autre. Le cas français du Front de gauche est instructif à cet égard : plusieurs courants de son concurrent d'extrême gauche (Nouveau Parti anticapitaliste) ont ainsi rejoint cette coalition, tandis que certains ont même adhéré au Front de gauche créé par des dissidents socialistes autour de Jean-Luc Mélenchon. De plus, cette dernière formation a aussi accueilli des dissidents écologistes que l'on pourrait qualifier de « rouges-verts ».

CONCLUSION

La période « eurocommuniste » a fait long feu au tournant des années 1970-80, en se soldant soit par un retour des PC à leur tropisme conservateur, soit par une dilution dans la social-démocratie. Le fil de cette tentative d'organiser une nouvelle gauche, à la fois postkeynésienne et post-capitaliste, mais souhaitant aussi renverser tous les autres rapports de domination non économiques, a peut-être commencé à être renoué à partir de la fin des années 1990. Il aura fallu l'effondrement de la famille communiste et la marginalisation de ses éléments les plus orthodoxes pour que les autres acteurs de ce qui n'était encore qu'un espace chaotique de la gauche radicale²¹ esquissent de manière plus ou moins consciente et volontaire un rapprochement dans les idées, dans l'action et au sein d'organisations internationales. Si les contours externes et internes d'une nouvelle famille politique peuvent être identifiés, celle-ci doit encore faire face à plusieurs défis, dont ceux de sa propre cohésion et de son attractivité électorale (voire de son existence dans certains pays). Le chemin est encore long avant qu'elle ne devienne un mouvement anti-systémique tel que le fut un siècle auparavant la famille social-démocrate, dont la trajectoire et les problèmes seront étudiés dans une prochaine note.

21. G. Moschonas, « L'Union européenne et les dilemmes de la gauche radicale », *Transform!*, 9, 2011, 8-23.

La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

ANNEXES

Tableau 2. Résultats de la gauche radicale à la Chambre basse (2000-2013)
en % des suffrages exprimés

Pays	Partis	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2009	2010	2011	2012	2013
Allemagne	PDS			4,0										
	Die Linke						8,7			11,9				8,6
Chypre	AKEL		34,7					31,1						32,7
Danemark	SF		6,4				6,0		13,0			9,2		
	EL		2,4				3,4		2,2			6,7		
	Total		8,8				9,4		15,2			15,9		
Espagne	IU/IU-ICV	5,5				5,0						6,9		
Finlande	VAS				9,9				8,8			8,1		
France	PCF			4,9					4,5					
	FG												6,9	
Grèce	KKE	5,5				5,9			8,2	7,5			4,5*	8,5**
	SYRIZA	3,2				3,3			5,0	4,6			26,9	16,8
	DIMAR												6,3	6,1
	Total	8,7				9,2			13,2	12,1			37,7	31,4
Irlande***	SP/ULA			0,8								2,7		
Islande	VG		12,5		8,8				14,3	21,7				10,9
Italie****	PRC		5,0					5,8						
	PdCI		1,7					2,3						
	Total		6,7					8,1						
Luxembourg	Déi Lénk								3,3					
Norvège	SV						8,8			6,2				4,1
Pays-Bas	SP			5,9	6,3			16,6						
Portugal	PCP			6,9			7,5			7,9		7,9		
	BE			2,7			6,4			9,8		5,2		
	Total			9,6			13,9			17,7		13,1		
Royaume-Uni	RES						0,3							
Suède	V			8,4				5,8			5,6			

* Elections législatives de juin 2012.

** Elections législatives de mai 2012.

*** Bien qu'il fasse partie du groupe GUE-NGL, nous ne considérons pas que le Sinn Féin puisse être classé dans la famille de la gauche radicale.

**** La coalition électorale Révolution civile (RC) n'ayant pas obtenu de sièges à la Chambre basse lors des élections législatives de février 2013, ses résultats ne sont pas indiqués.

Sources : De Waele et Vieira (2012 : 72-73) et www.politicaldatayearbook.com

La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

Tableau 3. Performances des partis de la gauche radicale aux élections européennes en % des suffrages exprimés et en sièges (1989-2009)

	1989		1994		1999		2004		2009	
	%	Sièges	%	Sièges	%	Sièges	%	Sièges	%	Sièges
GUE-NGL*	8,1	42	5,3	33	6,7	42	5,2	41	4,8	35
Rang	6		5		5		6		6	
Total Gauche	51,2	265	47,3	296	43,1	270	38,3	301	37,2	274
Total Parlement européen		518		626		626		785		736

* Elus appartenant aux groupes de la Gauche unitaire européenne (GUE) et de la Coalition des gauches (CG) en 1989, au Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne (GUE) en 1994, et au Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne-Gauche verte nordique (GUE-NGL) de 1999 à 2009.

Source : De Waele et Vieira (2012 : 78).

Tableau 4. Participation au gouvernement des partis de la gauche radicale après 1990

Pays	Partis	Dates	Type de participation
Chypre	AKEL	2003-2013	Coalition
Danemark	SF	1994-1998	Soutien
		1998-2001	Soutien
	EL	2011-	Coalition
		1994-1998	Soutien
		1998-2001	Soutien
		2011-	Soutien
Espagne	IU	2004-2008	Soutien
Finlande	VAS	1995-1999	Coalition
		1999-2003	Coalition
		2011-	Coalition
France	PCF	1989-1993	Soutien
		1997-2002	Coalition
Grèce	SYN/KKE	1989-1990	Coalition
	DIMAR	2012-2013	Coalition
Irlande	Democratic Left	1994-1997	Coalition
Italie	PRC	1996-1998	Soutien
	PdCI	1998-2001	Soutien
	PRC/PdCI	2006-2008	Coalition
Islande	VG	2009-2011	Coalition
Norvège	SV	1994	Soutien
		2005-2009	Coalition
		2009-2013	Coalition
Suède	V	1998-2002	Soutien

Sources : March (2011 : 208) et auteurs.

La gauche
radicale en Europe,
ou l'émergence
d'une famille
de partis

Tableau 5. Affiliations européennes des partis de la gauche radicale en Europe de l'Ouest

Pays	Partis	NELF Forum de la Nouvelle gauche européenne	EACL Gauche anti- capitaliste européenne	NGL Gauche verte nordique	GUE-NGL Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne- Gauche verte nordique	PGE Parti de la gauche européenne
Allemagne	Die Linke	+			+	+
Chypre	AKEL	Observateur			+	Observateur
Danemark	SF	+		+	+	
	EL		+		+	+
Espagne	IU	+			+	+
Finlande	VAS	+		+	Associé	+
France	PCF	+				+
	PG					+
	FdG				+	
Grèce	KKE				+	
	SYN	+	+		+	+
	SYRIZA				+	
Irlande	SF				+	
Islande	VG			+		
Italie	PRC	+	Observateur		Associé	+
	PdCI	+			Associé	Observateur
Luxembourg	Dèi Lénk		+		Associé	+
Norvège	SV	+		+	Associé	
Pays-Bas	SP	+	Observateur		+	
Portugal	PCP	Observateur			+	
	BE		+		+	+
Suède	V	+		+	+	

Sources : March (2011 : 157) et http://www.european-left.org/english/about_the_el/member_parties/